PAUL BALTA AU

«Le mouvement islamiste

Paul Balta est né en 1929 à Alexandrie (Égypte) et vécut près de vingt ans au Proche-Orient qu'il a parcouru dans tous les sens de même que la Méditerranée, avant de terminer ses études supérieures à Paris où il vit depuis 1947. DES de philosophie, licence d'histoire de l'art. Spécialiste des mondes arabe et musulman et de la Méditerranée, il a effectué de nombreux reportages du Maroc à l'Afghanistan. Journaliste à l'agence Associated Press puis à Paris-Presse l'Intransigeant, il est entré au journal* le Monde *(Paris) en 1970 : correspondant au* Maghreb, *en poste à Alger de 1973 à 1978, chef de la rubrique Maghreb, il a également couvert les grands événements du Moyen-Orient dont le conflit israélo-arabe, les guerres du Kurdistan, la révolution iranienne et la première guerre du Golfe (1980-1988). Auteur d'une vingtaine d'ouvrages, dont* La politique arabe de la France *(Sindbad, 1973),* La stratégie de Boumediene, L'Iran insurgé, L'Algérie des Algériens vingt ans après *avec la collaboration de la journaliste Mireille Duteil,* La vision nassérienne, L'islam dans le monde. *En outre, il a collaboré à de grandes revues internationales comme le* Middle East Journal *(Washington) et a assuré une chronique mensuelle dans* El Pais *(Madrid) et* le Libéral *(Casablanca) de 1990 à 1995. Il fut membre du Conseil d'orientation de Confluences/Méditerranée. Directeur du Centre d'études de l'Orient contemporain à l'université Paris III-Sorbonne Nouvelle de 1988-1994. Il a animé le Séminaire de politique étrangère consacré au monde arabe et à l'islam au Centre de formation et de perfectionnement des journalistes de Paris de 1985 à 1998. Membre du Conseil d'administration de la Fondation René Seydoux pour le monde méditerranéen, du groupe «Observatoire Méditerranée et Moyen-Orient» de la Fondation pour les études de défense (Paris), de la «Section Méditerranée» (1998-2001) du Conseil économique et social de PACA (Marseille) et du Comité international du Forum civil euromed(Barcelone), président du FEMEC, Forum euro-méditerranéen des cultures, d'Omar Le-Chéri, la cyber-école de journalisme des jeunes de la Méditerranée, et de Selefa (Société d'études lexicographiques et étymologiques françaises et arabes). Paul Balta est chevalier de la Légion d'honneur et de l'Ordre du mérite, officier des Arts et Lettres. Dans cet entretien qu'il nous a accordé, il revient sur les révoltes dans le monde arabe et nous fait part de son analyse de la situation politique, les défis qui attendent cette partie du monde, la montée des mouvements islamistes qui sont obligés de jouer le jeu démocratique ainsi que la lutte contre le terrorisme au regard de l'affaiblissement d'Al-Qaïda après la mort de son chef Oussama Ben Laden.

Entretien réalisé par Nadia Salmi

Photo : DR

Paul Balta.

***Le Soir d'Algérie* : Quelle analyse faites-vous de la situation dans les pays arabes, notamment avec la montée des mouvements islamistes ?**

Paul Balta : Je commence par affirmer que les «Révoltes arabes» sont pleines d'espoir malgré les difficultés auxquelles elles sont confrontées et les craintes que l'on peut éprouver. Elles ont fait tomber le mur de la peur ! Les peuples ont retrouvé leur dignité en mettant fin, en 2011, aux dictatures notamment celle de Zine Abidine Ben Ali en Tunisie, le 14 janvier, celle de Hosni Moubarak en Égypte, le 11 février, et celle de Mouammar Kadhafi en Libye, le 20 octobre. Les peuples veulent prendre en main leur avenir, mais la réalité, différente selon les pays, est plus complexe.

En Tunisie, le parti islamiste Ennahda de Rached Ghannouchi a gagné les élections législatives (36%) et Hammadi Jebali, le numéro deux, a formé le gouvernement. Non seulement, il n'a pas proclamé la charia mais il a aussi respecté l'héritage de Bourguiba, en particulier celui qui concerne le statut des femmes (1956) inédit dans le monde arabe : il leur accorde le droit de vote et bien d'autres avantages, décrète la monogamie et autorise l'avortement qui ne sera légalisé en France qu'en 1975. Autre point important : les juifs. En Tunisie depuis 2 000 ans, ils étaient 100 000 au XIXe siècle. Des dirigeants israéliens ont invité les 1 000 qui restent à venir s'installer en Israël. Des dirigeants d'Ennahda ont proposé à ceux d'Israël de revenir en Tunisie. «Le mouvement Ennahdha appelle tous les Tunisiens et Tunisiennes, musulmans, juifs et chrétiens, à être solidaires et à préserver l'unité pour le bien du pays», a proclamé El-Ghannouchi et Roger Bizmuth, chef de la communauté juive, lui a présenté ses félicitations.

Au Maroc, le PJD, Parti de la justice et du développement de l'islamiste, Abdelilah Benkirane, a gagné les élections (107 sièges sur 395) et formé un gouvernement de coalition avec plusieurs de ses concurrents : l'Istiqlal, le PPS, Parti du progrès et du socialisme et le MP, Mouvement populaire, mais il n'y a qu'une seule femme, Bassima Hakkaoui (PJD)

En Égypte, la situation est plus complexe. Les islamistes ont remporté plus de 70% des sièges. Le PLJ, Parti liberté et justice des Frères musulmans, arrivé en tête avec 47% des députés (235 sur 498), a accepté le principe du pluralisme politique, suivi par les salafistes, Al-Nour, avec 24%.

Il est vrai que l'Arabie Saoudite a largement financé ces partis et a secrètement donné de l'argent à des électeurs pauvres pour qu'ils votent pour les FM et Al-Nour. En outre, c'est le CSFA, Conseil suprême des forces armées dirigé par le maréchal Hussein Tantaoui, qui détient le pouvoir, ce qui a incité Mohamed El-Baradei, prix Nobel de la paix en 2005, à annoncer qu'il ne sera pas candidat à l'élection présidentielle.

Pensez-vous que l'Algérie soit dans le même cas que ces pays et qu'elle risque de voir une victoire des islamistes aux prochaines échéances électorales ?

Le cas de l'Algérie est différent. Le pays a été marqué par la «décennie noire» ou «décennie du terrorisme» qui a fait 150 000 morts et même plus selon certains spécialistes. Elle a commencé en décembre 1991 avec les attentats et les violences du FIS, Front islamique du salut, et s'achève avec la défaite, en 2002, du GIA, Groupe islamique armé. La population algérienne a été traumatisée par ces massacres.

En outre, le mouvement islamiste en Algérie est plutôt divisé et fonctionne en rangs dispersés. Sur le terrain, on repère trois tendances principales. Les anciens militants de l'ex-FIS, qui font peur. La tendance politique du MSP, Mouvement de la société pour la paix, partenaire de la coalition gouvernementale, est discréditée par ses rivalités internes. Enfin, la tendance salafiste qui n'a pas beaucoup d'audience.

> ***Méditerranéen par mes racines, je dis qu'il y a six rives avec leurs spécificités, leurs oppositions mais aussi leurs complémentarités. Malgré les guerres, le dialogue des cultures n'a jamais cessé et le flambeau de la civilisation a toujours circulé d'une rive à l'autre !***

Quel commentaire faites-vous sur ce qui se passe en Libye et en Syrie ?

Mouammar Kadhafi était, certes, un dictateur auteur de nombreux crimes, néanmoins, il a aussi beaucoup fait pour le développement économique et culturel de la Libye et des Libyens et il a cherché à relancer l'Union du Maghreb arabe. Que le CNT, Conseil national de transition, l'ai renversé me paraît positif. En revanche, je réprouve la façon inhumaine de son exécution le 20 octobre 2011.

Les vidéos de son lynchage sont insupportables et inhumaines. J'estime qu'il aurait dû être traduit devant le TPI, Tribunal pénal international mais, selon des sources sérieuses, les Etats-Unis et la France auraient secrètement demandé sa mort car ils ne voulaient pas qu'au cours du procès il raconte comment ces deux pays l'avaient bien soutenu quand il était au pouvoir, pour préserver leurs intérêts. Le 23 octobre, le CNT annonce que la charia sera à la base de la législation libyenne. Mais 3 mois après la mort de Kadhafi, le pays semble sombrer dans le chaos.

Le 21 janvier, le siège du CNT à Benghazi, berceau de la révolution, a été envahi par les manifestants et le 22, c'est le vice-président Abdelhafidh Ghoga qui a été contraint à la démission, après avoir été victime d'une agression à l'université de Ghar Younès.

Pour ce qui est de la Syrie, il faut rappeler que Hafez Al-Assad, qui a pris le pouvoir en 1970, a assuré la stabilité et le développement économique du pays qui, depuis son accession à l'indépendance en 1946, a été bouleversé par une dizaine de coups d'État et de multiples divisions internes. Bachar, son fils, lui a succédé le 17 juillet 2000. Sous la pression internationale, il a amorcé, en 2001, l'évacuation des troupes syriennes qui occupaient le Liban. Tout en ayant un comportement dictatorial, comme son père, il a alors rendu la Syrie fréquentable et en a fait un partenaire incontournable dans les dossiers du Moyen-Orient. Retournement de situation : à la suite du «Printemps arabe» une majorité de Syriens s'est soulevée, le 15 mars, pour réclamer son départ et l'instauration de la démocratie. Il a réagi par une répression impitoyable qui atteindrait 6 000 morts début 2012 ! Alors que la pression internationale et arabe est de plus en plus forte, l'ASL, Armée syrienne libre, formée de 40 000 déserteurs, et le CNS, Conseil national syrien, présidé par Burhan Ghalioun, qui rassemble les principaux courants de l'opposition, ont toutes les chances de renverser Al Assad et d'ouvrir la voie à la démocratie.

À la lumière de ces changements, pensez-vous que la lutte contre le terrorisme prendra de nouvelles formes ?

La lutte contre le terrorisme a commencé avec force à la suite des attentats d'Al Qaïda d'Oussama Ben Laden, le 11 septembre 2001. Je rappelle néanmoins que c'était là un tragique retournement de l'histoire car, dès les années 1950, les Etats-Unis avaient soutenu les Frères musulmans contre Gamal Abdel Nasser et les nationalistes arabes, ce qu'on a tendance à occulter. Ils avaient ensuite soutenu et même financé Ben Laden pour mettre fin à la présence des forces soviétiques en Afghanistan, en 1989.